

Les banques et le financement de la course aux armements

C'est un sujet dont on parle peu : à part une petite minorité, tous les partis politiques sont d'accord avec la dissuasion nucléaire, et la partie de la loi de programmation militaire qui en traite donne lieu à peu d'interventions de parlementaires. D'année en année, les budgets incluent des programmes de modernisation des forces nucléaires (un missile « dure » en moyenne 5 ans et demie avant d'être remplacé) et sont reconduits : dans ce domaine « réservé », il n'y a pas d'austérité.



Photo : Richard G., licence Creative Com 1

Les budgets ne sont pas seuls à financer les entreprises d'armement, il y a aussi les banques. Les entreprises concernées sont peu nombreuses en France : pour le nouveau missile nucléaire M51, trois sont principalement engagées : EADS (devenu à nouveau « Airbus »), Safran et Thalès. Quelques autres participent à différents programmes (nouvelle bombes air-sol, avions Rafale, futur sous-marin nucléaire destiné à remplacer les six actuels...). Dans tous les pays « nucléaires », il en va de même : la modernisation est incessante, dans le cadre d'une course aux armements généralisée.

Derrière le complexe militaro-industriel qui réalise ces programmes, il y a des banques, des compagnies d'assurance, des fonds de pension (ces derniers ne sont pas présents en France).

En Europe, il existe des organismes financiers qui refusent de financer les industriels de la mort : douze sociétés financières se sont engagées à refuser tout investissement dans des firmes travaillant pour l'arme nucléaire - Banca Etica,

banque coopérative d'Italie, ASN bank et Triodos bank (banques éthiques des Pays-Bas), des fonds de pension - . En France, aucune banque n'affirme refuser de financer la course aux armements, même si certaines l'excluent de toute évidence (Crédit Coopératif, Nef...). Plusieurs ont souscrit à des engagements éthiques, mais sans portée réelle.

Il a existé une tentative intéressante en Suisse : une pression citoyenne avait abouti à une décision de refus de financement des armes nucléaires. La section locale de l'organisation internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire et ICAN [1] avaient remarqué que deux des plus grosses banques, UBS et le Crédit Suisse, finançaient des industriels du nucléaire militaire. Or la position officielle de la Suisse est de s'opposer à la fabrication de telles armes. La campagne menée par ces organisations a permis d'ajouter à l'Acte Suisse sur les matériels de guerre, qui prohibait le développement, la production l'acquisition et le stockage des armes nucléaires, biologiques et chimiques, ainsi que des mines antipersonnel et des munitions par grappes, un nouveau texte, en vigueur depuis février 2013 : le financement, direct ou indirect, de ces armes devient illégal, et l'application de cette règle a donné lieu à discussion avec l'association des banques suisses [2]. Le problème est que des financements ont continué après cette date, tant au Crédit Suisse qu'à UBS et dans des institutions moins importantes. Sans pression citoyenne suffisante, un texte, même bon, peut être sans effet !

En Allemagne, les militants d'Atomwaffen [3], dont Attac Allemagne est un des partenaires, après avoir constaté que 11 institutions financières allemandes finançaient l'armement nucléaire, ont décidé de cibler une campagne sur Commerzbank, qui voulait changer son image. Ils ont demandé aux clients « savez-vous que votre banque investit dans les armes nucléaires ? », et espèrent ainsi la faire céder.

En France, des banques financent massivement le nucléaire militaire [4], citons :

- La première, la BNP, avec 7 052 millions de dollars prêtés ou investis de 2011 à 2014, essentiellement vers des compagnies états-uniennes ou britanniques. La BNP est la seule banque européenne à figurer dans les 10 premiers financeurs mondiaux de l'armement nucléaire. Ce qui concerne des compagnies travaillant pour l'arme nucléaire française (Airbus ex-EADS, Safran, Thalès) ne représente qu'un peu plus de 4,5 % de cette somme (321 millions de dollars). La BNP prétend avoir un comportement éthique à ce sujet... mais celui-ci consiste à refuser le financement d'armes nucléaires produites pour des gouvernements n'appartenant pas à l'OTAN, excluant ainsi 90 producteurs d'armement (iraniens, russes ou chinois s'abstenir, mais qui l'aurait cru !). Il reste un long chemin à faire pour la BNP si elle veut vraiment ne plus « fournir des produits financiers... destinés à produire des armes controversées »
- En second, le Crédit Agricole, avec 4.710 millions de dollars de financements sur la même période (2011-2014), dont environ 40 % pour des entreprises travaillant pour l'arme française soit 1.863 millions de dollars pour Airbus-EADS, Safran (qui réalise le système de propulsion des missiles M51) et

Thalès. Il y a relativement peu de prêts, mais le Crédit Agricole possède ou gère des actions des trois sociétés, et aussi un peu d'obligations. Le Crédit Agricole aussi prétend avoir une politique éthique, excluant les « armes sensibles, dont les armes nucléaires ». Le problème est la banque considère que seule l'ogive nucléaire pose problème, et c'est elle seule qui est exclue. Ainsi Safran et Airbus qui jouent un rôle essentiel dans la fabrication du missile M51 peuvent être financés ! Tant que le Crédit Agricole n'inclura pas dans sa liste d'exclusion (non publiée) la fabrication de l'ensemble des éléments conçus pour les armes nucléaires ou leur lancement, il collaborera massivement à l'arme nucléaire, et il sera très loin d'un comportement éthique.

- En troisième, la Société Générale, avec 3.686 millions de dollars sur la même période, dont 78 % soit 2 893 millions financent l'arme française. C'est ainsi la banque du nucléaire militaire français, avec la possession d'actions d'Airbus-EADS (pour 1 810 millions de dollars, achetées en 2013 et 2014), Safran (seul souscripteur en 2013 à une émission d'actions pour 573,2 millions de dollars, soit 1,18 % du capital) et aussi Thalès (149 millions). Le reste est essentiellement des prêts.
- Ensuite, Axa, résolument engagé sur le nucléaire états-unien et britannique : il ne s'agit que d'achat d'actions, pour 2.632 millions de dollars. Axa en 2012 a acquis 5,21 % du capital de Rolls Royce, qui fabrique les moteurs nucléaires des sous-marins britanniques, pour lesquels un programme de nouvelle génération à « refroidissement passif » est en cours.
- Dans les suivantes il y a deux banques coopératives : le groupe BPCE-Banque Populaire (par l'intermédiaire de Natixis), avec 1.403 millions de dollars dont 60 % en prêts à 2 sociétés du nucléaire militaire français (EADS, Safran) et en achat d'obligations de la troisième (Thalès), le Crédit Mutuel, avec 853 millions dont près de 60 % (672,1 millions) sont des prêts ou des achats d'obligations à deux sociétés du nucléaire militaire français (EADS et Safran) et une société de gestion d'actions (Carmignac gestion).
- Six autres institutions financières contribuent aussi, dans une moindre mesure, au financement du nucléaire militaire.

Toutes ces banques ne s'en vantent pas, vous ne verrez jamais dans leur publicité « avec nous, finançons les missiles nucléaires » « votre banque finance la bombe » ou « la banque grâce à laquelle il est possible d'anéantir des villes entières ». Pourtant ne serait-il pas temps de rompre le secret, de les rendre mal à l'aise, certaines d'entre elles se vantant de leurs valeurs éthiques ou mutualistes et solidaires ?

Nous pourrions, comme dans d'autres pays, engager des campagnes contre l'usage de l'argent des banques pour financer l'arme nucléaire, informer les clients comme en Allemagne que leur banque finance l'arme nucléaire, voire, si elle persiste, les engager à en retirer leur argent.

Par Daniel Hofnung (Attac) mardi 3 février 2015.

Notes

[1] ICAN : International Campaign to Abolish Nuclear weapons. Attac-France est membre d'ICAN-France.

[2] « don't bank on the bomb » 2013 chap. 1 Making the Case for Divestment Switzerland : Divestment and the Swiss War Materials Act, Andy Nidecker
<http://www.dontbankonthebomb.com/>

[3] <http://atombombengeschaeft.de/commerzbank/>

[4] Don't bank on the bomb édition 2014, Hall of Shame
<http://www.dontbankonthebomb.com/>